



**ACADÉMIE
DE TOULOUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
des Hautes-Pyrénées



CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

- L'éducation nationale, représentée par Madame Miquel-Val, Inspectrice d'académie, directrice des services de l'éducation nationale des Hautes-Pyrénées (IA-DASEN)
Adresse : 13 rue Georges Magnoac 65000 TARBES

- Le comité départemental de judo des Hautes-Pyrénées
Représenté par Cyril Maury
en qualité de président
Adresse : Maison des Arts Martiaux rue Pierre Latécoère Zone Bastillac 65000 TARBES
Courriel : cdjudo65orange.fr
Téléphone :

- L'USEP 65,
Représentée par Madame Fabienne Motta
En qualité de présidente
Adresse : 37, boulevard du Martinet 65000 TARBES
Courriel : contact@usep65.fr
Téléphone :



Références :

- Vu le code de l'éducation, Article D312-47-2,
- Vu le Décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,
- Vu les Programmes de l'école primaire : Arrêté du 9 novembre 2015 modifié par l'Arrêté du l'arrêté du 16 juin 2022,
- Vu les Programmes de l'école maternelle : Arrêté du 2-6-2021 - JO du 17-6-2021,
- Vu la Circulaire interministérielle n°2017-116 du 6 octobre 2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,
- Vu la circulaire n°2310475C relative à l'organisation des sorties et voyages scolaires dans les écoles du 13 juin 2023.
- Vu la circulaire n° 2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques

Déclinaison départementale de la convention nationale signée entre le Ministère de l'Éducation Nationale, la **Fédération Française de Judo et Disciplines Associées** et l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré (USEP), cette convention a pour but de définir les modalités de fonctionnement.

Préambule

L'éducation physique et sportive (EPS) perfectionne les conduites motrices, améliore la sécurité et l'efficacité des actions ainsi que l'aisance du comportement. Elle favorise le développement corporel, psychologique et les interactions sociales. L'élève qui connaît mieux ses limites améliore ses performances et parvient davantage à se situer par rapport aux autres. Le goût durable de la pratique sportive concourt à l'équilibre et à la santé, affermit le sens de l'effort, habitue à évoluer dans un environnement collectif. C'est pourquoi l'éducation physique et sportive est une éducation à la responsabilité et à l'engagement. C'est une éducation globale visant le respect de l'autre, l'entraide, la solidarité et l'autonomie, fondements de la citoyenneté. Elle contribue utilement et efficacement à lutter contre la sédentarité.

Pour atteindre ces objectifs, de nombreuses activités physiques et sportives sont enseignées dans les écoles et les établissements scolaires dans le cadre de l'enseignement obligatoire de l'EPS. Si l'enseignant le souhaite, il peut solliciter l'appui d'une personne agréée par les services de l'éducation nationale (art. L. 312-3 du code de l'éducation) tout en conservant la responsabilité pédagogique du déroulement de l'activité (art. D. 321-13 du code de l'éducation). L'EPS implique une quantité suffisante d'activité motrice dans l'activité choisie pour permettre de stabiliser les apprentissages.

Elle trouve également sa dimension éducative dans le cadre des pratiques sportives mises en place par les associations sportives au sein de l'USEP.



Article 1 : OBJECTIFS

La présente convention vise à renforcer la place du *judo* dans le milieu scolaire par la mise en place d'actions qui concourent à l'éducation, la réussite et l'épanouissement des élèves en lien avec les enjeux sociétaux pris en compte dans les différents programmes ministériels :

- Le renforcement des principes de la République et des valeurs sportives.
- L'égalité « filles – garçons ».
- La lutte contre le harcèlement scolaire.
- La sensibilisation à l'arbitrage afin de s'approprier les règles spécifiques à chaque APS, leur respect et l'engagement citoyen de chacun.

Dans le cadre des politiques départementales de l'enseignement de l'éducation physique et sportive, le Comité départemental de l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré et le comité départemental de *judo* s'engagent à :

- Favoriser la mise en œuvre et développement de l'activité *judo* en conformité avec les programmes de l'école, et en lien avec les projets d'école et d'établissement, en renforçant le principe de mixité dans la pratique pour les plus jeunes et la mise en place de différentes formes de jeux par des matériels adaptés.
- Développer les relations entre les écoles, les établissements scolaires et les clubs notamment dans le cadre du label « génération 2024 », en privilégiant dans le 1er degré la création d'AS USEP pour établir la passerelle.
- Favoriser l'accès gratuit aux installations sportives permettant la pratique de l'activité *judo* en concertation avec les collectivités territoriales, ou toute autre structure ou tutelle propriétaire et gestionnaire d'un ensemble permettant la pratique du *judo*.
- Favoriser l'organisation et la participation des élèves aux rencontres sportives en collaboration avec l'USEP.

Toute proposition d'action en temps scolaire ne pourra être mise en œuvre qu'avec l'accord des autorités compétentes de l'Éducation Nationale. Le comité départemental de *judo* s'engage à organiser une rotation des interventions sur l'ensemble des écoles du département.

Article 2 : COMMISSIONS PARITAIRES

Afin d'évaluer les actions de l'année scolaire en cours et de coordonner les actions pour l'année à venir, est créée une commission mixte départementale constituée paritairement de représentants de chacune des institutions concernées et placée sous l'autorité de Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale des Hautes-Pyrénées (DASEN).

Cette commission a vocation à :

- Gérer les différentes opérations,
- Élaborer des outils pédagogiques adaptés,
- Rédiger les avenants à la présente convention.

Article 3 : CADRE DE FONCTIONNEMENT

Les enseignants peuvent, en tant que de besoin, solliciter des aides techniques et matérielles, sans contrepartie financière, auprès des cadres qualifiés de la *Fédération Française de Judo et Disciplines Associées* ou de ses organes déconcentrés.

L'intervention se fera dans le cadre d'actions concertées visant la mise en œuvre de modules d'apprentissage dans le respect de la législation en vigueur.



Les actions sont mises en œuvre suite à l'écriture d'un projet pédagogique.

Il précise :

- Les objectifs à atteindre,
- Les conditions de mise en œuvre : méthode, contenu, durée de l'apprentissage (nombre d'heures du module et durée de chaque intervention ; modalités de prise en compte des élèves en situation de handicap et à « besoin éducatif particulier » (BEP),
- Les modalités d'évaluation des apprentissages envisagées,
- L'organisation de la classe, rôles respectifs (enseignant/intervenant).

Le **Comité de judo** pourra, en collaboration avec le Conseiller Pédagogique de Circonscription ou le Conseiller Pédagogique Départemental en EPS et l'U.S.E.P. 65 :

- Intervenir dans des actions de formation,
- Informer les professeurs dans leurs écoles,
- Aider le professeur à mettre en œuvre une séance avec sa classe,
- Mettre à disposition un kit de matériel adapté à la découverte de l'activité SPORT,
- Aider à l'organisation de rencontres dans les conditions énoncées à l'article « Rencontre sportive ».

Article 4 : ROLES RESPECTIFS DES ENSEIGNANTS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Tous les intervenants extérieurs en situation d'encadrement doivent satisfaire aux conditions d'honorabilité définies par l'article L212-9 du code du sport.

Les intervenants bénévoles, titulaires d'une qualification fédérale, s'engagent à participer à une formation théorique dispensée par la DSDEN 65 avant intervention auprès des élèves. Cette formation permet de fixer le cadre réglementaire et pédagogique des interventions (programmes de l'éducation nationale, attendus de fin de cycle)

Les intervenants professionnels

Les éducateurs sportifs titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité et sous réserve des obligations de recyclage auxquels ils peuvent être soumis, sont réputés « agréés » par les services de l'éducation nationale. Ils sont néanmoins soumis à l'autorisation de Madame l'inspectrice d'académie par inscription sur la liste des intervenants annexée à la convention (cf. Annexe 1) mise à jour à chaque ajout ou retrait d'un intervenant (cf. Avenant à l'annexe 1). Les éducateurs sportifs, dans le respect des prérogatives d'exercice professionnel mentionnées sur leur carte professionnelle, assurent une co-intervention pédagogique et organisationnelle.

Les éducateurs sportifs stagiaires ne peuvent intervenir qu'après la délivrance de leur attestation de stagiaire délivrée par le SDJES et dans le strict respect des prérogatives et du cadre d'intervention liés à la mise en situation professionnelle. Si les éducateurs sportifs y sont autorisés par l'autorité académique, ils peuvent assister le professeur dans l'encadrement des élèves et l'enseignement, notamment en prenant en charge un groupe d'élèves, selon les modalités définies préalablement avec le professeur.

Conformément à la circulaire n° 2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques, « tout intervenant extérieur rémunéré ou bénévole est tenu de respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante



à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'il aurait pu recueillir lors de son intervention ». L'obligation de neutralité à laquelle sont soumis les agents publics leur est également applicable. Le directeur d'école veillera à ce que toute personne extérieure à l'école et intervenant auprès des élèves offre toutes les garanties requises par ces principes. Il pourra mettre fin sans préavis à toute intervention qui ne les respecterait pas.

Si le comportement d'un intervenant perturbe le bon fonctionnement du service public de l'enseignement, s'il est de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou s'il est susceptible de constituer un danger pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs, l'agrément lui est retiré. Le SDJES en est immédiatement informé. En aucune circonstance, l'usage de la violence physique comme verbale par un intervenant extérieur ne saurait être toléré.

Les intervenants professionnels doivent :

- Participer à l'élaboration du projet, à son suivi et son évaluation,
- Assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet,
- Procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage,
- Assurer la tâche de surveillance et intervenir en cas de besoin,
- Ajourner et interrompre la séance en cas de non-respect des conditions de sécurité et/ou d'hygiène,
- Figurer sur l'avenant de la convention.

Les intervenants bénévoles :

Le comité sportif s'assure que les intervenants sont bien titulaires d'une licence sportive délivrée par la Fédération Française de référence et que la délivrance de ce titre a bien donné lieu aux enregistrements nécessaires à la vérification de leur honorabilité via le SI-Honorabilité.

Les intervenants bénévoles doivent :

- Assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet
- Assurer la tâche de surveillance et intervenir en cas de besoin,
- Ajourner et interrompre la séance en cas de non-respect des conditions de sécurité et/ou d'hygiène
- Figurer sur l'avenant de la convention

Les enseignants doivent :

- Participer à l'élaboration du projet, à son suivi et son évaluation,
- S'assurer de l'effectif de la classe, de la présence des intervenants, de la conformité de l'organisation de la séance au regard du projet,
- Connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance,
- Ajourner la séance en cas de manquement aux conditions de sécurité ou d'hygiène,
- Participer à la mise en place des activités, au déroulement de la séance, notamment en prenant en charge un groupe d'élèves,
- Assurer la tâche de surveillance et intervenir en cas de besoin,
- Participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet.
- S'appropriier les contenus d'enseignement de façon à réinvestir les compétences acquises à destination des élèves.



Article 5 : RENCONTRES SPORTIVES

Les rencontres sportives entre écoles s'opèrent dans un cadre associatif USEP, en et hors temps scolaire (sans pour autant en exclure les non-licenciés). Le Comité départemental USEP apporte une aide financière et matérielle aux associations affiliées.

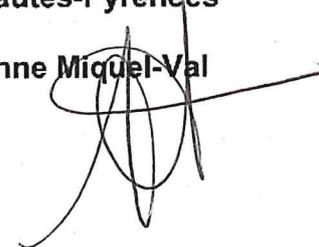
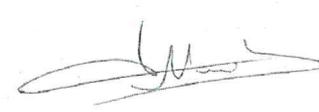
Chaque partenaire s'engage à dynamiser son réseau pour que ces rencontres partenariales réussissent. Elle peut être initiée par un des partenaires qui en informe les 2 autres.

Dans le cadre d'une rencontre locale l'IEN et /ou l'USEP sont garants du contenu de la rencontre.

La licence USEP assure les enfants dans leurs pratiques sportives quels que soient la nature de l'activité et le type de participation à une opération partenariale (en temps scolaire ou non).

Article 6 : DUREE ET RESILIATION

Cette convention peut faire l'objet d'une tacite reconduction sans toutefois pouvoir excéder une durée de trois années scolaires. Elle peut être dénoncée à tout moment, soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles par courrier recommandé.

Fait à Tarbes		Le ... 12/02/2024.....
<p>Pour comité départemental judo, Le président</p> 	<p>Pour la DSDEN, L'inspectrice d'académie, Directrice des services de l'éducation nationale des Hautes-Pyrénées</p> <p>Anne Miquel-Val</p> 	<p>Pour l'USEP 65, La présidente</p> <p>Fabienne Motta</p> 

ANNEXE 1 :

LISTE DES INTERVENANTS QUALIFIES EN EPS					
Nom de naissance	Prénom	Date, pays et ville de naissance * (Si Paris notez l'arrondissement)	Diplômes	Numéro de carte professionnelle	Date de validité
DUPONT	MARION		BEES1	06506ED0136	24/11/26
CRAPOULET	YOHAN		BPJEPS	04022EDO115	11/08/2027

PROJET ANNUEL			
Intitulé	Secteur/Ecole	Nombre de séances	Objectifs
ECOLYMPIAD CDOS	VIC ET SARRIAC	10	Promouvoir l'activité physique en zone rurale
Eveil judo	OURSEBELILLE	10	Développer la motricité

Pour les stagiaires fournir une photocopie de l'attestation de déclaration d'éducateur stagiaire en l'application de l'article R.212-87 du code du sport.

Pour des ajouts en cours d'année, le document actualisé et signé par le comité départemental est à transmettre par mail à la DSDEN 65 à l'adresse ci-après : deos65missions@ac-toulouse.fr



AVENANT MODIFIANT L'ANNEXE 1

LISTE DES INTERVENANTS QUALIFIES EN EPS					
Nom de naissance	Prénom	Date, pays et ville de naissance* (Si Paris notez l'arrondissement)	Diplômes	Numéro de carte professionnelle	Date de validité

PROJET ANNUEL			
Intitulé	Secteur/Ecole	Nombre de séances	Objectifs

Pour les stagiaires fournir une photocopie de l'attestation de déclaration d'éducateur stagiaire en l'application de l'article R.212-87 du code du sport.

Pour des ajouts en cours d'année, le document actualisé et signé par le comité départemental est à transmettre par mail à la DSDEN 65 à l'adresse ci-après : deos65missions@ac-toulouse.fr

Année scolaire :
Comité départemental :
Date de la convention :

Signature DSDEN 65 :